

Démocratie et progressisme pour l'UNITÉ



© Vincent Jousseau

Adoptant à l'unanimité le principe d'une primaire citoyenne et unitaire soutenant la présence des forces progressistes et écologistes au second tour en mai prochain, la 1^{ère} Assemblée nationale de la Belle Alliance Populaire du 2 juillet s'est réunie dans un contexte très particulier.

Particulier d'abord, parce que nous apprenions en fin de journée le décès d'un grand socialiste : Michel Rocard et la disparition, le lendemain, d'Elie Wiesel, grand homme de paix.

Particulier ensuite après un Brexit britannique qui impose aux pays sociaux démocrates de reprendre l'initiative au premier rang desquels la France. Car l'Europe des contenants est essoufflée, Jean-Christophe

Cambadélis veut accélérer la mise en œuvre de l'Europe des contenus basée sur un modèle social, démocratique et économique plus solidaire.

Un contexte particulier enfin au regard de l'insécurité ambiante avec des permanences du PS mais aussi de la CFDT et de la CGT attaquées. L'Université d'été de la Belle Alliance Populaire initialement prévue à Nantes fin août est reportée et donnera lieu à des universités décentralisées tout au long du mois de septembre. Jean-Christophe Cambadélis explique d'ailleurs sur LCI le 4 juillet : « *il y a une radicalisation d'une partie de l'ultra-gauche qui a estimé que l'on ne pouvait pas avoir d'alternative au sein de la démocratie.* »

Dimanche 26 juin, les habitants des 212 communes de Loire-Atlantique concernées par le Référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes ont majoritairement voté en faveur du projet. L'écart a été de 50443 voix sur l'ensemble du scrutin. Le taux de participation était de 51,08% sur un vote soumis à 967500 électeurs.

UNION EUROPÉENNE AUX SOCIAUX DÉMOCRATES D'ACIR



« Le peuple de la Grande-Bretagne a tranché, il n'est pas temps de tergiverser. Ce n'est plus à la Grande-Bretagne de fixer l'agenda de l'Europe » a déclaré Jean-Christophe Cambadélis au lendemain du vote historique du 23 juin. La Grande-Bretagne a choisi de sortir du processus. La France apparaît aujourd'hui comme le pays qui doit porter l'avenir européen.

Le Parti socialiste va faire des propositions avec ses homologues européens les 7 et 8 juillet, lors d'une réunion des leaders sociaux-démocrates européens à Paris et leur soumettre une base programmatique pour assumer la sortie du Royaume-Uni et préparer l'« Europe des contenus ». C'est d'ailleurs en substance ce qu'ont exprimé les députés du Groupe Socialistes et Démocrates du Parlement européen par l'intermédiaire de son président Gianni Pittella.

Le Premier secrétaire a appelé à « se tourner vers la famille, ceux qui sont en Eu-

rope et qui l'assument, l'Europe qui n'est pas à terre ». « Nous pensons aujourd'hui que c'est à la famille sociale-démocrate d'assumer ses propositions, de dire ce qui est bon pour l'Europe et de faire des propositions qui permettent à celles-ci de se reconstruire et d'avancer d'un nouveau pas », a-t-il poursuivi.

En pleine euphorie des europhobes, certains croient voir une fracture à gauche en France accentuée par le Brexit. Le PS poursuit le besoin d'unité, de clarté et d'ambition. Ce n'est pas le clivage pertinent. Il y a désormais plus de proximité entre Mélenchon qui veut sortir des traités, Sarkozy qui veut un nouveau traité et Le Pen qui veut un référendum comme d'ailleurs une partie de la droite qu'en ceux qui disent qu'il faut plus d'Europe. Mais seule la social-démocratie est unie sur la détermination, les buts et les moyens.

« LA PRÉSIDENTIELLE DE 2017 CLIVÉE ENTRE EUROPHOBES ET EUROPHILES. »

Le 29 juin, François Hollande a estimé que le Brexit clivera la bataille présidentielle entre europhiles et europhobes. « Ceux, notamment les populistes et les extrémistes, qui appellent leur pays à sortir de l'Union européenne doivent savoir mainte-

nant quelles en sont les conséquences », a déclaré le chef de l'État.

Jean-Luc Sauron, haut fonctionnaire chargé des affaires européennes, préconise au-delà du Brexit de « refonder la démocratie nationale avant de relancer la construction européenne » (voir son billet publié le 24 juin sur le Huffington Post). Ce Professeur de droit européen y explique « Le véritable chantier est national. Une fois cette sociabilité politique reconstruite dans tous les États membres, ou du moins les plus importants, l'Union européenne pourra reprendre sa marche. Les marchés réagiront « bien » à condition qu'ils aient le sentiment que les Européens ne répondent pas à la va-vite sur le coin de la table du Conseil européen en format communication, mais qu'ils prennent le temps de poser les termes du débat en y apportant une réponse fondée et adaptée. »

L'Europe attend donc la France. Et la France a son propre rendez-vous. Celui pour lequel les socialistes et leurs alliés progressistes et écologistes vont proposer un projet d'Europe sociale fondée sur un élément de diagnostic clairement exprimé par Jean-Christophe Cambadélis : « Ceux qui sèment le vent du populisme, récoltent la tempête du nationalisme ».

Par Pierre Kanuty

3^E CAHIER DE LA PRÉSIDENTIELLE « DONNER UNE FORCE À L'EUROPE, DONNER UN SENS AU MONDE »

Lundi 27 juin, Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire du Parti socialiste, Guillaume Bachelay, secrétaire national chargé de l'Animation, de l'Expression et de la Coordination des pôles et Philip Cordery, secrétaire national à l'Europe ont présenté le troisième Cahier de la présidentielle intitulé « Donner une force à l'Europe, donner un sens au monde ».

Ce cahier recense les défis (sécuritaire, climatique, migratoire, économique et financier) qui nous attendent. Les experts associés par le parti à la démarche constatent que « depuis 2012, la France, puissance indépendante et influente, est à l'initiative. » La place de l'Europe est indispensable face aux crises quelle traverse et notamment son affaiblissement par les politiques de droite, le chacun-pour-soi stratégique et une légitimité contestée.

Des préconisations fortes sont avancées visant à proposer un modèle économique et culturel francophone, à développer le numérique par une approche éthique ou encore faire progresser les droits sociaux européens. « L'Europe doit être un repère » pour Jean-Christophe Cambadélis. « Dans ce cahier



nous décrivons les contours de ce nouveau monde, explique Guillaume Bachelay. Et nous faisons plusieurs préconisations qui soutiennent que la France est une puissance pivot. » « L'Europe se doit d'être démocratique et pour cela elle doit être contrôlée », conclut Philip Cordery.

Prochain Cahier de la présidentielle :
en juillet sur l'État social-écologique

Par Christophe Disc

POUR UNE GARDE NATIONALE ET CIVIQUE

Le 20 juin, le Parti socialiste a présenté un rapport faisant état de « Propositions pour un projet de Garde nationale et civique ». Elle consisterait à fédérer en un seul dispositif cohérent et performant, l'ensemble des dispositifs actuels liés au Service Civique, en les améliorant et en amplifiant leur complémentarité et leur efficacité dans le but de proposer aux jeunes des options nouvelles et dynamiques favorisant leur émancipation.



© D.R.

ELIE WIESEL TÉMOIN DE L'HORREUR, COMBATTANT DE L'ESPOIR

ce décès. Sans parler des amis d'Alain Soral qui doutent de l'authenticité du récit de ce survivant, tentant de le faire passer pour un imposteur.

« ÉVOQUER LE SOUVENIR DE CET
HOMME ET DE SON COMBAT PREND UNE
NOUVELLE DIMENSION IMPORTANTE. »

Si on parle de ces « Assassins de la mémoire » pour reprendre le titre d'un livre de Pierre Vidal-Naquet, c'est qu'à mesure que l'on s'éloigne avec les années de ces temps de nuit et de brouillard, si on ne lutte pas contre les faussaires et

les cyniques l'oubli étouffera les cris. Elie Wiesel a été déporté avec sa famille à Auschwitz-Birkenau. Il survit. Après avoir été soigné en France, il s'engage pour entretenir le souvenir de la Shoah. Même si ses idées sur la politique actuelle n'étaient pas forcément les nôtres, nous retenons de lui le rôle de témoin d'une immense tragédie. Prix Nobel de la Paix il y a trente ans, cet homme de lettres avait une formule qui résume bien ce que doit être notre attitude contre toute forme d'indifférence face à la barbarie : « la neutralité aide l'opresseur, jamais l'opprimé. Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté ».

Par Pierre Kanuty



© D.R.

Il y a des moments où le sort nous prive des Grandes figures qui représentent des boussoles. Elie Wiesel en était une. Un survivant du plus grand crime de masse du vingtième siècle, le massacre méthodique de six millions de personnes parce qu'elles étaient juives auquel il faut ajouter les Tziganes et toutes les victimes du nazisme, parmi lesquelles les parents d'Elie Wiesel. Pour notre époque, évoquer le souvenir de cet homme et de son combat prend une nouvelle dimension importante car si on n'y prend pas garde, la mémoire s'émousse tandis que la banalisation et la relativisation progressent. Il suffit de voir comme un élu communiste de Saint-Denis a réduit sur Twitter la mémoire de Wiesel non pas à son histoire, mais à l'actualité et son rapport à la politique actuelle du gouvernement de droite au pouvoir en Israël. Même chose pour un dirigeant de l'extrême droite qui s'est purement et simplement félicité de

115 ANS POUR L'ENGAGEMENT

Le 1^{er} juillet, nous célébrons les 115 ans de la loi de 1901 relative au contrat d'association. Symbole de notre république, cette loi permet à tout citoyen de s'associer sans autorisation préalable.

Ce qui apparaît au 21^e siècle comme un acquis solide a pourtant été obtenu après un long processus. Les regroupements organisés ont été progressivement tolérés comme la possibilité donnée aux ouvriers de faire grève (loi du 25 mai 1864), l'autorisation des réunions publiques et la légalisation des syndicats accordés en 1868 ou encore l'encouragement progressif de créations de sociétés de secours mutuels.

Il aura fallu attendre 33 projets de lois entre 1871 et 1901, soit trente ans, pour aboutir à la liberté d'association au sens contemporain du terme. C'est par la volonté ferme de Pierre Waldeck-Rousseau à la tête du gouvernement en 1899 que va aboutir la loi donnant une définition claire dans son premier article : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. » Après 115 ans, 1,3 million d'associations agissent aujourd'hui aux côtés des pouvoirs publics pour la cohésion sociale. Durant cette longue histoire, le Parti so-

cialiste a toujours soutenu le mouvement associatif dans l'ensemble de ses dimensions. Le projet de loi Égalité Citoyenneté actuellement au Parlement renforce cette loi en permettant la création d'un compte engagement. Ce compte valorise notamment les jeunes dans leur parcours de professionnalisation permettant de faire valoir les compétences acquises dans les associations.

La Droite, de son côté, est restée sur une posture de méfiance tant et si bien que les budgets nationaux ou locaux accordés aux associations subissent des coupes sombres quand elle est au pouvoir...

Par Christophe Disic



Michel Rocard

1930/2016

Hommage en l'honneur
de Michel Rocard au siège du
Parti socialiste, jeudi 7 juillet à 14h.